Les élections fédérales de 2006 et les candidats issus de minorités visibles : toujours pareil?

par Jerome H. Black

Le présent article porte sur les candidats issus de minorités visibles qui se sont présentés à l'élection fédérale de 2006. Il vise, dans un premier temps, à faire état de leur nombre en valeur absolue et de leur pourcentage de la population grandissante de minorités visibles. Un objectif plus global est de mettre les chiffres en contexte en les comparant à ceux d'élections précédentes et, en particulier, de l'élection de 2004, où les candidats de minorités visibles ont été nettement plus nombreux. Un autre grand objectif consiste à jeter de la lumière sur le lien entre la sous-représentation de ces candidats et celle des députés de minorités visibles. À cette fin, l'auteur s'intéresse aux différences entre les partis ainsi qu'à la diversité et à l'avantage concurrentiel des circonscriptions où ont été désignés les candidats de minorités visibles. Une des conclusions est qu'il faut présenter plus de candidats de minorités visibles dans les circonscriptions relativement homogènes sur le plan ethnoracial.

En avril 2008, Statistique Canada a publié les données du recensement de 2006 qui mesuraient la population issue de minorités ethniques et visibles au pays. Ces statistiques revêtent de l'importance, car on peut s'en servir pour faire le point sur la diversité des minorités au sein de l'élite politique par comparaison avec leur pourcentage de la population canadienne. Elles sont particulièrement utiles pour évaluer la représentation des minorités visibles, catégorie de minorités la plus distincte. On ne s'étonnera pas, à la lumière des récentes tendances de l'immigration au Canada, de voir que les membres de minorités visibles sont devenus beaucoup plus nombreux dans les cinq années écoulées après le recensement de 2001. En 2001, ils étaient un peu moins de quatre millions et formaient 13,4 % de la population; cinq ans plus tard, ils étaient plus de cinq millions, soit une proportion

appréciable de 16,2 %. Qui plus est, la trajectoire démographique des minorités visibles se définit clairement par une croissance continue, ce qui signifie une proportion toujours grandissante de la population. Compte tenu de ces réalités démographiques actuelles et futures, il importe tout spécialement de déterminer si l'évolution des origines ethnoraciales de l'élite politique reflète bien les changements démographiques.

Le présent article se base sur les données du recensement de 2006 comme point de référence pour déterminer combien de membres de minorités visibles se sont portés candidats à l'élection fédérale de 2006 au nom des cinq principaux partis. Les candidats constituent un groupe d'étude tout trouvé parce qu'ils forment la pépinière de députés. Cette condition « nécessaire » revêt de l'importance pour les « exogroupes » traditionnels puisque, pour comprendre le pourquoi de leur présence limitée dans les rangs des députés, il faut d'abord remarquer (et par la suite expliquer) leur sous-représentation parmi les candidats. En outre, comme nous le montrerons,

Jerome H. Black est professeur agrégé de sciences politiques à l'Université McGill, de Montréal.

l'élection de 2006 offre un intérêt particulier, étant donné les changements qui s'étaient produits lors du scrutin de 2004.

La première section ci-dessous fait état de données fondamentales, c'est-à-dire du nombre et du pourcentage de candidats issus de minorités visibles qui ont brigué les suffrages en 2006. Elle commence toutefois par offrir un tableau plus complet des candidats en donnant les chiffres pour les élections qui ont eu lieu pendant la période de 1993 à 2004 et en présentant de l'information sur les membres de minorités visibles élus au Parlement. La section suivante met en relief le nombre de personnes qui, au sein des minorités visibles, ont formé l'équipe de candidats dans chacun des cinq partis. La différenciation des partis est utile pour l'examen des types de circonscriptions en cause. L'avant-dernière section porte, par conséquent, sur la diversité et l'avantage concurrentiel des circonscriptions. La conclusion, enfin, offre un résumé de la situation et une réflexion sur la corrélation entre les candidatures des membres de minorités visibles et leur sous-représentation au Parlement.

Députés et candidats issus de minorités visibles, de 1993 à 2006

En valeur absolue, les minorités visibles ont renforcé leur présence à la Chambre des communes au cours des récentes élections, mais elles n'ont pas réalisé de gains qui correspondent à leur poids démographique grandissant au pays. La section a) du tableau 1, qui présente des données tirées d'études antérieures sur les quatre élections générales tenues

de 1993 à 2004, montre que les minorités visibles continuent d'être sous-représentés dans la députation¹. Ces chiffres nous rappellent que la tendance générale est à une faible hausse du nombre et du pourcentage de députés de minorités visibles. À l'élection de 2004, 22 candidats de minorités visibles, chiffre record, ont obtenu 7,1 % des sièges de la 38^e législature. Or, le calcul de leur représentation basé sur des repères démographiques — le « coefficient de proportionnalité » obtenu en divisant le pourcentage de députés de minorités visibles par le pourcentage de membres de ces minorités au pays — révèle peu de changements au cours de la période de 11 ans. Le coefficient se chiffrait à 0,48 en 2004, comme en 1993, à toutes fins utiles. L'élection de 22 hommes et femmes en 2004 n'a pas permis aux minorités visibles de parvenir même à mi-chemin d'une entière représentation.

Ce progrès mitigé vaut aussi pour l'élection de 2006. D'une part, un autre record a été établi par l'élection de deux candidats de plus pour la 39^e législature, les 24 députés formant 7,8 % des élus de la Chambre². D'autre part, ce résultat était encore trop mince pour faire plus que suivre la progression des membres de minorités visibles dans la population. D'après le pourcentage tiré du recensement de 2006 (16,2 %), il aurait fallu élire une cinquantaine de députés issus de minorités visibles pour que leur nombre soit démographiquement représentatif. Dans les faits, le coefficient de proportionnalité est resté le même qu'au début de la législature précédente.

La section b) du tableau 1 montre que la sous-représentation au Parlement « commence » en réalité au niveau des candidats,

Tableau 1— Députés et candidats issus de minorités visibles, 1993-2006					
	1993	1997	2000	2004	2006
Pourcentage de membres de minorités visibles dans la population	9,4	11,2	13,4	14,9	16,2
a) Députés					
Nombre	13	19	17	22	24
Pourcentage	4,4	6,3	5,6	7,1	7,8
Proportion de la population	0,47	0,56	0,42	0,48	0,48
b) Candidats					
Pourcentage	4,1 ^a 3,5 ^b	4,1 ^a	4,7 ^a	8,3 ^c 9,3 ^d	7,8 9,0 ^d
Proportion de la population	0,44 0,37	0,37	0,35	0,56 0,62	0,48 0,56

Les partis examinés pour l'extraction des données relatives aux candidats en 1993, 1997 et 2000 comprennent le Bloc Québécois, le Parti libéral, le Parti progressiste-conservateur, le NPD et le Parti réformiste/Alliance canadienne. En 2004 et 2006, les partis étaient le Bloc Québécois, le Parti conservateur, le Parti libéral, le NPD et le Parti vert (à moins d'indication contraire).

a) Livianna S. Tossutti et Tom Pierre Najem, « Minorities and Elections in Canada's Fourth Party System », *Études ethniques au Canada*, vol. 34, n° 1. (mars 2002), p. 85-112.

b) Jerome H. Black, « Entering the Political Elite in Canada : The Case of Minority Women as Parliamentary Candidates and MPs », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 2000, vol. 37, n°2, (2000) p. 143-166.

c) Jerome H. Black et Bruce M. Hicks, « Candidats de minorités visibles à l'élection fédérale de 2004 », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 29, n°2, (été 2006), p. 27-33.

d) Le Parti vert est exclu.

bien que le déficit de candidats par rapport à la population soit différent. Ici aussi, les données sur les élections de 1993 à 2004 proviennent de documents déjà publiés³. Il ressort clairement du tableau que les candidats de minorités visibles étaient faiblement représentés parmi les candidats des principaux partis aux trois premières élections de cette période, soit généralement moins de 5 % (le coefficient de proportionnalité était même inférieur à celui des députés de minorités visibles). L'élection de 2004 a infléchi cette tendance : 108 candidats de minorités visibles se sont présentés, à savoir 8,3 % des candidats des grands partis, y compris le Parti vert. Si l'on exclut ce parti, décision qui a été prise dans les études antérieures parce qu'il était pratiquement inexistant, le résultat est de 93 candidats, soit 9,3 %. Dans un cas comme dans l'autre, la hausse est suffisante pour faire passer le coefficient de proportionnalité à un niveau plus élevé qu'avant en ce qui concerne les députés de minorités visibles. L'interprétation la plus simple de cette hausse est que les partis ont délibérément présenté plus de candidats appartenant à des minorités en vue d'attirer les votes de la population croissante d'immigrants et de minorités. Ces votes, concentrés dans les grands centres urbains et leurs banlieues, avaient acquis une plus grande importance dans le climat particulièrement compétitif de 2004, surtout par suite de la fusion de l'Alliance canadienne et de l'ancien Parti progressiste-conservateur. De surcroît, le nouveau Parti conservateur s'était ouvertement engagé à séduire les immigrants et les membres de minorités dans le but de les détourner du Parti libéral.

Ce raisonnement pourrait nous amener à penser qu'un nombre record de candidats issus de minorités visibles ont été désignés pour l'élection de 2006 parce que la course aux votes des minorités était devenue cruciale dans la lutte encore plus chaude que la normale à laquelle se livraient les partis. Après tout, le gouvernement libéral minoritaire élu en 2004 avait risqué presque quotidiennement de se faire renverser pendant son mandat de 17 mois et s'en allait en élection malgré le scandale des commandites qui se profilait à l'horizon. Au début de la campagne, les sondages plaçaient les libéraux légèrement en avance, mais il était clair aux yeux de la plupart des observateurs que leur position était vulnérable et que les conservateurs avaient véritablement une chance de les battre.

Les données du tableau 1 ne confirment pas cette hypothèse. Les partis ont, en fait, présenté moins de candidats de minorités

visibles en 2006 qu'en 2004 — six de moins, soit 102 au lieu de 108. Une fois le Parti vert exclu, le recul est moins prononcé : deux de moins. Comme ce changement n'est pas particulièrement marqué, quel que soit le mode de calcul, il vaut peut-être mieux faire ressortir l'absence de mouvement (continu) plutôt que la diminution d'une élection à l'autre.

Les candidats issus de minorités visibles et leurs partis, en 2004 et 2006

De prime abord, ces chiffres laissent croire que les partis politiques ne se sont pas efforcés de proposer plus de candidats de minorités visibles à l'élection de 2006. Le tableau 2 permet de voir si cette absence d'efforts est le fait de tous les partis ou de certains d'entre eux seulement. Nous présentons encore une fois à titre de comparaison des données déjà publiées sur l'élection de 2004⁴. Elles mettent en valeur un fait notable : c'est le nouveau Parti conservateur qui avait le plus grand nombre de candidats de minorités visibles lors de cette élection, à savoir 33, qui représentaient 10,7 % de l'équipe de candidats. Toutefois, les conservateurs ne se sont pas distingués sur ce point en 2006. Ils en ont présenté huit de moins, et ces 25 personnes comptaient pour 8,1 % de l'équipe. Les libéraux les ont évincés, récupérant le titre de parti qui désigne le plus grand nombre de candidats parmi les minorités visibles, quoique de justesse dans certains cas⁵. Ils en ont proposé 34 en 2006, par rapport à 26 en 2004. Quant aux trois autres partis, le NPD et les verts avaient moins de ces candidats, et le Bloc Québécois en a désigné un plus grand nombre. Il s'avère donc que la diminution globale du nombre de candidats de minorités visibles entre 2004 et 2006 dissimule des variations d'un parti à l'autre. Trois des cinq partis en ont proposé moins. La baisse la plus marquée est associée aux conservateurs. En revanche, les libéraux ont présenté assez de candidats supplémentaires de minorités visibles pour compenser la baisse chez les conservateurs.

Diversité et avantage concurrentiel des circonscriptions

Si le nombre et le pourcentage de candidats de minorités visibles que désigne un parti constituent des indicateurs simples et utiles de la volonté de diversifier le bassin de candidats, c'est aussi le cas du type de circonscription où se fait la désignation. Le lien entre les candidats de minorités visibles

Tableau 2 – Candidats issus de minorités visibles par parti, aux élections de 2004 et 2006

		BQ	PC	Parti vert	PLC	NPD
2004	Nombre	5	33	15	26	29
	Pourcentage	6,7	10,7	4,9	8,4	9,4
2006	Nombre	8	25	11	34	24
	Pourcentage	7,8	8,1	3,6	11,0	7,8

Tableau 3 – Candidats des minorités visibles et non issus des minorités visibles qui ne siégeaient pas, selon l'avantage concurrentiel des partis, 2006

	Ampleur de la perte en 2004			Ampleur du gain 2004			(N)
	21+	11-20	0-10	0-10	11-20	21+	
(a) Tous les candidats							
Candidats des MV (%)	60	11	8	11	5	6	(102)
Candidats non issus des MV (%)	59	7	10	9	5	11	(1205)
(b) Nouveaux candidats seulement							
Candidats des MV (%)	75	14	8	2	-	2	(64)
Candidats non issus des MV(%)	78	8	9	2	1	2	(700)
(c) Nouveau candidats seulement							
Bloc Québécois :							
Candidat des MVs (%)	50	-	50	-	-	-	(4)
Candidats non issus des MV (%)	36	14	21	-	7	21	(14)
Parti conservateur :							
Candidats des MV (%)	75	19	6	-	-	-	(16)
Candidats non issus des MV (%)	63	15	15	3	1	4	(157)
Parti libéral :							
Candidats des MV (%)	60	25	5	5	-	5	(20)
Candidats non issus des MV(%)	49	15	25	8	2	2	(132)

Les pourcentages ont été calculés par rangée. Il se peut que leur somme cumulative n'atteigne pas 100, parce que les chiffres ont été arrondis.

et les circonscriptions à la population diversifiée (c'est-à-dire un grand nombre de minorités visibles, d'immigrants et/ou de personnes qui n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle) a été bien établi⁶. Il s'explique en partie par le simple facteur de l'« offre » : on peut donc s'attendre que les membres de minorités visibles se présentent là où ils habitent et où ils peuvent tirer parti de leurs contacts et des ressources de leurs communautés sur le plan organisationnel. Mais le facteur de la « demande » entre probablement aussi en jeu. Les dirigeants d'un parti, au niveau local ou supralocal, peuvent chercher ou encourager la candidature de membres de minorités visibles en espérant attirer des votes dans les circonscriptions où la diversité ethnoraciale est grande. Il se peut aussi que les échelons supérieurs veuillent clairement faire comprendre à l'électorat que leur parti est accueillant, comme en témoigne la diversité de l'équipe des candidats.

Indépendamment des facteurs sous-jacents, la corrélation entre l'origine des candidats et la diversité ethnoraciale de la circonscription est très étroite. En 2004, une part importante des candidats de minorités visibles — 44 % — ont brigué les suffrages dans des circonscriptions où les minorités ont une « forte » présence — c'est-à-dire, concrètement, qui constituent au moins 31 % de la population. À titre de

comparaison, seulement 10 % de candidats n'appartenant pas à une minorité visible se sont présentés dans ces circonscriptions; l'écart est de 34 points. La différence est encore plus prononcée si l'on tient compte des circonscriptions où les minorités visibles forment entre 21 % et 30 % de la population : 59 % contre 18 %, soit un écart de 41 points. Pour l'élection de 2006, les données (non illustrées dans le tableau) montrent que la corrélation est presque aussi étroite⁷. Quarante-deux pour cent des candidats de minorités visibles se sont présentés dans des circonscriptions où ces minorités formaient au moins 31 % de la population, et 54 % des candidats dans des circonscriptions constituées d'au moins 21 % de minorités visibles, contre seulement 10 % et 18 %, respectivement, des candidats blancs (écarts de 32 et 36 points respectivement). De plus, la corrélation entre la candidature de membres de minorités visibles et la diversité des circonscriptions s'applique à tous les partis pour l'élection de 2006, comme pour l'élection de 2004 (données non illustrées). Comme en 2004, les conservateurs ont été plus susceptibles de proposer des candidats de minorités visibles dans des circonscriptions hétérogènes sur le plan ethnoracial⁸. Soixante pour cent de ces candidats se sont présentés dans les circonscriptions les plus hétérogènes en 2006. Quant aux

autres partis, les pourcentages sont de 25 % au Bloc, de 35 % au Parti libéral, de 38 % au NPD et de 46 % au Parti vert.

Il reste qu'en général, un parti vraiment décidé à faciliter l'accès des minorités visibles à l'élite politique veillerait à ce que les candidats issus de ces minorités aient des chances raisonnables de se faire élire ou, à tout le moins, les mêmes chances que les autres candidats. En 2004, les candidats conservateurs et libéraux issus de minorités visibles étaient aussi susceptibles que leurs homologues n'appartenant pas à une minorité visible d'être désignés dans une circonscription gagnable ou ayant un avantage concurrentiel. Cette égalité existait-elle aussi en 2006?

La section a) du tableau 3 fait abstraction des distinctions entre partis pour montrer la répartition des candidats de minorités visibles et des candidats blancs dans six situations différentes. Les résultats obtenus par les partis dans les circonscriptions en 2004 servent d'indicateur de l'avantage concurrentiel relatif pour l'élection de 2006. Comme on peut le voir, la tendance générale est au maintien d'un équilibre dans la désignation des candidats de minorités visibles. Vingt-deux pour cent ont brigué les suffrages dans des circonscriptions que leur parti avait remportées en 2004 (par l'une des trois marges indiquées), soit un pourcentage à peine inférieur à celui des candidats n'appartenant pas à une minorité visible (25 %). Si nous ajoutons les circonscriptions où les partis avaient perdu par une marge de 10 % ou moins, les résultats obtenus sont de 30 % et 35 %, ce qui représente un écart, mais mineur.

La section b) donne plus de détails en illustrant la situation des nouveaux candidats seulement, soit les hommes et les femmes qui ne s'étaient pas présentés en 2004. En mettant de côté ceux qui s'étaient déjà présentés, on peut vérifier les effets du recrutement de l'élection de 2004 qui se seraient naturellement répercutés sur l'élection de 2006 (étant donné que les candidats de 2004, surtout s'ils étaient devenus députés, avaient des chances de solliciter un nouveau mandat). Cette façon de procéder dirige l'attention sur le recrutement propre à 2006 et donne une meilleure idée de l'orientation des partis dans cette élection. Il s'avère que les cinq partis ont désigné 764 candidats qui ne s'étaient pas présentés en 2004 et se sont retrouvés en 2006 dans une situation concurrentielle qui était loin d'être idéale. Trente-quatre personnes (4,5 %) seulement ont brigué les suffrages dans des circonscriptions que leur parti avait remportées en 2004, et 71 autres (9,3 %) dans des circonscriptions où leur parti avait subi une défaite par une marge de 10 % ou moins. Ces nombreuses candidatures désavantagées expliquent en partie pourquoi le nombre de députés issus de minorités visibles a très peu augmenté en 2006.

Il n'est pas évident de déterminer si l'on a commis une injustice dans le positionnement des candidats de minorités visibles. Les données du tableau n'indiquent pas de déséquilibre observable dans la situation concurrentielle des circonscriptions ayant des candidats de minorités visibles et

celle des circonscriptions sans ce type de candidats. Quatre pour cent des premiers se sont présentés dans des circonscriptions remportées par leur parti, contre 5 % des autres candidats; dans le cas des circonscriptions gagnables (où le parti avait perdu par une marge de 10 % ou moins), les pourcentages sont à peu près les mêmes (8 % et 9 % respectivement).

C'est seulement lorsque l'appartenance au parti est prise en compte que ressortent les différences entre les candidats de minorités visibles et les autres. La section c) illustre la répartition des candidatures au Bloc, au Parti conservateur et au Parti libéral. (Le Parti vert n'avait pas de circonscriptions perdues par une marge de moins de 21 % et le NPD avait peu de circonscriptions le moins sûres.) Comme on le voit, il n'y a pas d'équilibre observable dans la désignation des candidats de minorités visibles pour le Parti conservateur ou le Bloc. Ce qui est frappant, c'est que le Parti conservateur, qui avait présenté le plus grand nombre de candidats de minorités visibles en 2004, n'avait aucun nouveau candidat de ce type en 2006 pour les circonscriptions qu'il détenait auparavant, mais il présentait 8 % des candidats blancs dans ces circonscriptions intéressantes. De plus, l'examen des circonscriptions gagnables qui avaient été perdues par une marge de 10 % ou moins révèle un écart défavorable aux candidats de minorités visibles : 6 % d'entre eux s'y présentaient, contre 15 % des candidats n'appartenant pas à une minorité visible. Globalement, la différence est de 23 %, contre 6 %. Le Bloc, de son côté, a légèrement accru la représentation des minorités visibles dans son équipe de candidats de 2006; or, aucun des quatre nouveaux n'était associé à une circonscription déjà remportée par le parti, mais 28 % des nouveaux candidats n'appartenant pas à une minorité visible l'étaient. Vient atténuer ce déséquilibre le fait que deux candidats de minorités visibles ont été désignés dans des circonscriptions où le parti avait perdu par une marge de 10 % ou moins en 2004. En revanche, le Parti libéral a désigné un nombre presque égal de candidats de minorités visibles et de candidats n'appartenant pas à cette catégorie dans des circonscriptions qu'il avait déjà remportées (10 % et 12 % respectivement). Il a toutefois privilégié les candidats blancs par rapport aux autres, là où il avait perdu mais où la victoire restait possible (25 % contre 5 %, respectivement).

Réflexions

D'après le recensement de 2006, un peu plus d'un Canadien sur six a des origines qui le lient à une catégorie de minorités visibles, mais c'est le cas d'un seul député sur 13 élu cette même année. Cet écart de représentation s'explique dans une certaine mesure par la présence limitée de membres de minorités visibles dans le bassin de candidats, qui est aussi de l'ordre de 1 sur 13. L'examen des résultats électoraux de 2006 indique en outre que la désignation par les grands partis d'un

nombre toujours croissant de candidats issus de minorités visibles n'est pas assurée. En 2004, leur nombre a connu une augmentation notable, que paraissent expliquer leur poids démographique toujours plus grand et l'intérêt accru des partis pour leurs votes. Or, cette progression ne s'est pas maintenue en 2006, malgré une lutte plus chaude entre les partis. Au mieux, on peut dire que les partis ont désigné à peu près le même nombre de candidats de minorités visibles qu'en 2004. Il n'est donc pas étonnant que seulement deux députés de plus issus de minorités visibles aient été élus en 2006. Il importe aussi de mentionner que les nouveaux candidats — appartenant ou non à des minorités visibles — risquaient d'être choisis pour des circonscriptions où ils avaient peu de chances d'être élus.

Il est également utile d'examiner les candidatures proposées par les différents partis pour comprendre pourquoi la représentation des minorités visibles chez les députés ne s'est améliorée que faiblement. Sur les cinq principaux partis, seuls le Bloc Québécois et le Parti libéral ont désigné plus de candidats de minorités visibles en 2006 qu'en 2004. Les libéraux se démarquent tout particulièrement. Ils ont présenté non seulement le plus grand nombre de ces candidats, mais aussi un nombre presque égal de ces candidats et de candidats n'appartenant pas à des minorités visibles dans des circonscriptions gagnables. Les autres partis n'en ont pas fait autant.

Le plus révélateur est que les conservateurs ont présenté moins de candidats de minorités visibles en 2006, et qu'ils les ont presque tous associés à des circonscriptions difficiles à remporter. Cette décision a été lourde de conséquences parce qu'en tant que parti au pouvoir (même en situation de gouvernement minoritaire), ils avaient une belle occasion de faire entrer au Parlement plus de députés représentant des minorités visibles. Du coup, la deuxième place du Parti libéral a atténué l'impact de son approche plus favorable aux minorités visibles.

Enfin, la tendance marquée des partis à désigner des candidats de minorités visibles dans des circonscriptions qui se caractérisent par une forte diversité ethnoraciale pourrait aussi nuire à l'augmentation du nombre de députés issus de minorités. Il est évident que les membres de minorités visibles jouissent en général d'un réel avantage (tant pour la mise en candidature que pour l'élection générale) dans ce type de circonscription. En revanche, en procédant ainsi, on semble diminuer grandement le nombre de circonscriptions dotées d'un avantage concurrentiel où ils pourraient être désignés.

Les chiffres sont, en effet, très éloquentes. Pour l'élection de 2006, il y avait 133 circonscriptions où les candidats conservateurs avaient un « avantage concurrentiel » (c.-à-d. que le parti avait remportées en 2004 ou qu'il avait perdues par une marge de 10 % ou moins en 2004). Pourtant, le nombre de ces circonscriptions qui sont diversifiées sur le plan ethnoracial est relativement limité; par exemple, 15 seulement ont 21 % ou plus de membres de minorités visibles. Quant aux 35

circonscriptions (ayant un avantage concurrentiel) où de nouveaux candidats conservateurs se sont présentés, sept seulement avaient une population aussi diversifiée. Comme les candidats conservateurs avaient une meilleure chance de victoire dans les circonscriptions relativement homogènes, la très forte tendance du parti à désigner des membres de minorités visibles dans des circonscriptions hétérogènes est devenue un important facteur de contrainte. Évidemment, le fait que le Parti libéral exerçait depuis longtemps une domination sur beaucoup de centres urbains du pays explique en partie pourquoi le Parti conservateur se fait distancer dans ces régions. En même temps, et quelque peu paradoxalement, en raison même de son ascendance, le Parti libéral n'a plus beaucoup de marge de manœuvre pour présenter d'autres candidats de minorités visibles dans des circonscriptions à la fois diversifiées et gagnables. Sur les 51 circonscriptions où il y avait un avantage concurrentiel et où se sont présentés de nouveaux candidats libéraux en 2006, seulement six se composaient de minorités visibles représentant 21 % ou plus de la population. Par conséquent, les libéraux aussi auraient intérêt à accroître le nombre de députés issus de minorités visibles en désignant des candidats dans des circonscriptions moins hétérogènes.

Cela dit, il ne faut pas conclure de ces tendances que les partis ont tort de proposer des candidats de minorités visibles dans des circonscriptions diversifiées. Comme nous l'avons déjà précisé, les candidats et leur parti sont souvent avantagés par cette façon de faire. En outre, selon de grands courants de pensée sur la représentation, les groupes sociaux ne peuvent être représentés de façon effective ou « authentique » que par des législateurs qui en sont issus (car eux seuls comprendraient véritablement les besoins et les aspirations du groupe). Bref, les députés de minorités visibles sont « plus en harmonie » avec la population de leur circonscription. Il importe toutefois de retenir que l'adéquation entre les candidats de minorités visibles et les circonscriptions diversifiées ne devrait pas constituer le modèle unique, ou même dominant, de représentation⁹.

La victoire de candidats de minorités visibles dans des secteurs composés surtout de Canadiens des groupes majoritaires constituerait une autre étape de la représentation dans le système politique canadien¹⁰. S'ils le désirent, ces députés pourraient défendre les intérêts de groupes minoritaires qui sont de nature plutôt générale et débordent les questions propres à la circonscription, tout en servant les intérêts particuliers de leur région. C'est précisément ce que font déjà les députés de minorités visibles, qui ne négligent pas pour autant les préoccupations de la majorité dans leurs circonscriptions hétérogènes. De plus, la représentation de circonscriptions homogènes par une proportion appréciable de députés issus de minorités visibles attesterait que les minorités se sont mieux intégrées au processus politique canadien, ce dont un pays multiculturel pourrait tirer une grande fierté.

Notes

1. Jerome H. Black et Bruce M. Hicks, « Candidats de minorités visibles à l'élection fédérale de 2004 », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 29, n° 2 (été 2006), p. 27-33.
 2. Différentes méthodes ont servi à déterminer qui, parmi les candidats (et députés), étaient membres de minorités visibles. En outre, un peu plus du tiers des candidats de 2006 avaient aussi brigué les suffrages en 2004; leurs origines avaient donc déjà été établies lors des recherches effectuées sur cette élection; voir Black et Hicks, *op. cit.*, pour en savoir plus sur les méthodes employées. Les origines des nouveaux candidats de 2006 ont été établies par trois moyens : l'analyse des noms de famille, l'examen des notices biographiques et, surtout, l'examen des photos disponibles. Les sites Web des candidats, des partis et de l'élection ont fourni le gros des renseignements pour les deux derniers moyens.
 3. Voir Black et Hicks, *op. cit.*
 4. *Ibid.*
 5. Livianna S. Tossutti et Tom Pierre Najem, « Minorities and Elections in Canada's Fourth Party System: Macro and Micro Constraints and Opportunities », *Études ethniques du Canada*, vol. 34, n° 1 (mars 2002), p. 85-112.
 6. En plus de Black et Hicks, *op. cit.*, voir Tossutti et Najem, *op. cit.*
 7. L'utilisation d'autres mesures de la diversité, comme le pourcentage de la population d'origine étrangère ou ayant d'« autres » langues maternelles, produit des résultats semblables à ceux qui sont présentés ici.
 8. Voir Black et Hicks, *op. cit.*
 9. À l'heure actuelle, 15 des 24 députés de minorités visibles (63 %) représentent des circonscriptions où les membres de minorités visibles composent au moins 21 % de la population.
 10. Il peut être utile de préciser que les préjugés de l'électorat ne semblent pas entrer en ligne de compte. Les faits, du moins si l'on se base sur l'élection de 1993, montrent que l'électorat canadien ne défavorise pas les candidats de minorités visibles. Voir Jerome H. Black et Lynda Erickson, « Ethno-Racial Origins of Candidates and Electoral Performance: Evidence from Canada », *Party Politics*, vol. 12, n° 4 (juillet 2006), p. 541- 561.
-